



FONDS
SOLIDARITE SIDA
AFRIQUE

**Rapport
d'activité 2016**



Sommaire

Le mot d'Antoine	3
1/ Le sida en Afrique	4
UN ENJEU DE SANTÉ PUBLIQUE ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.....	5
2/ Le Fonds Afrique au cœur de la riposte	6
UN ACCOMPAGNEMENT AU QUOTIDIEN POUR L'ACCÈS AUX SOINS ET AUX DROITS.....	7
UNE PRIORITÉ DONNÉE AUX PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES.....	8
LA CONFIANCE AUX ASSOCIATIONS LOCALES.....	9
RETOUR DE MISSION.....	10
LE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS, UNE DYNAMIQUE PARTENARIALE.....	11
3 ENGAGEMENTS POUR UN PARTENARIAT DYNAMIQUE.....	13
3/ Grâce à vous	14
PANORAMA DES PROJETS SOUTENUS.....	15
FOCUS PAYS.....	17
4/ Les temps forts 2015	38
SOLIDAYS.....	39
LE GALA SOLIDARITÉ SIDA AFRIQUE.....	41
4/ Rapport Financier	42

GLOSSAIRE

ARV : Antirétroviral (traitement contre la répllication du VIH)

CDV : Centre de Dépistage Volontaire

CNLS : Comité (ou Conseil) National de Lutte contre le Sida

FSF : Femmes ayant des rapports Sexuels avec des Femmes

HSH : Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes

IST : Infections Sexuellement Transmissibles

LGBTQI : Lesbienne, Gay, Bi, Trans, Queer et Intersexué

OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables

TasP : « Treatment as Prevention »

PVVIH : Personne Vivant avec le VIH

PEC : Prise En Charge

Sida : Syndrome d'Immunodéficience Acquis

TB : Tuberculose

TS : Travailleur-se-s du Sexe

UDI : Usagers de Drogues par Injection

VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

CRÉDITS

PHOTOGRAPHIES/ILLUSTRATIONS : Alois Bridenne, Amélie Laurin, Anne-Sophie Fremy, Caroline Delmotte, Laurent Attias, Martin Chang, Marylène Eytier, Nathadread Pictures, Olivier Samyde, Pete Beng, Steven Wassenaar

Le mot d'Antoine

L'année 2016 a été marquée par la reconstitution du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui permet l'accès gratuit aux traitements. À cette occasion la France a annoncé le maintien de sa contribution confirmant ainsi son leadership dans la lutte contre ces pandémies et notamment celle du VIH. Créé en 2002, le Fonds Mondial a démontré son efficacité et sa performance en matière de santé publique : grâce à lui plus de 22 millions de vies auront été sauvées, le nombre de décès dus au VIH a diminué, le nombre d'infections a chuté...

Globalement, l'accès aux traitements gagne de plus en plus de terrain. En juillet 2016 à Durban, la 21^{ème} Conférence de l'International AIDS Society a confirmé l'objectif d'éradiquer l'épidémie d'ici 2030 en insistant sur le développement de la prévention combinée et l'importance de poursuivre l'augmentation de la couverture ARV, en particulier sur le continent Africain. L'an dernier, ce sont plus de 18 millions de personnes séropositives dans le monde qui ont bénéficié d'un traitement, soit une augmentation de plus de 3 millions en un an !

Nous pourrions nous satisfaire de tous ces chiffres si d'autres ne venaient nous rappeler à quel point **le combat contre le VIH reste une urgence absolue de santé publique. 1,2 million de personnes sont mortes du sida en 2016**, soit plus d'une personne toutes les 30 secondes, et **50% des personnes infectées n'étaient toujours pas sous traitement**. Sans parler des enfants, dont 90% d'entre eux ne sont toujours pas sous ARV en Afrique de l'Ouest ou au Maghreb.

Les enjeux d'aujourd'hui appellent à une mobilisation de tous : changer d'échelle en matière d'accès au dépistage, permettre l'approvisionnement et l'accès sans discontinuité des traitements, et adopter une approche plus ciblée vers les publics vulnérables là où l'approche globale prédominait jusqu'alors. Du Sénégal en RDC, en passant par le Maroc, la Tunisie ou le Niger, les femmes, les enfants, les jeunes, les travailleuses du sexe, les personnes LGBTQI, les usagers de drogues, ou encore les migrants, sont les premières victimes du virus. Ils doivent être les premières cibles de nos actions. C'est ce à quoi s'emploie le Fonds Solidarité Sida Afrique en les incluant mieux dans les stratégies de réponses, tant sur le plan des droits humains que de l'accès aux soins.

Modestement mais avec conviction et détermination, le Fonds Solidarité Sida Afrique entend participer au « défi historique de mettre fin à la menace de santé publique qu'est l'épidémie de sida d'ici moins de 15 ans » ainsi que le déclarait Ban Ki-Moon, ancien Secrétaire général des Nations Unies. **Poursuivant sans relâche sa mobilisation en faveur de la prévention et de l'accès aux soins et aux traitements des malades du continent africain, le Fonds Afrique a soutenu cette année près de 30 programmes dans 13 pays.** Cette ambition n'aurait pu être possible sans les collectivités locales, les entreprises et les particuliers qui ont renouvelé, et parfois renforcé, leur soutien au Fonds Solidarité Sida Afrique.

À nos côtés, ils prouvent ainsi que les valeurs de partage et de solidarité ne sont pas vaines, même en ces temps tourmentés.

Merci

Antoine de Caunes, Président d'Honneur de Solidarité Sida



Le sida en Afrique

« Les 5 prochaines années représentent une occasion unique, mais fragile, de renverser la tendance. Si nous acceptons le statu quo, les cas d'infection à VIH seront plus nombreux en 2030 qu'en 2015, et le coût des traitements s'envolera. »

Ban Ki Moon, Ancien Secrétaire
général des Nations Unies

Un enjeu de santé publique et de solidarité internationale

L'une des épidémies les plus meurtrières au monde

30 ans après sa découverte, le sida tue encore plus d'un million de personnes par an. La lutte contre le VIH doit dès lors rester une urgence de santé publique, une priorité pour tous. En 2016, près de 36,7 millions de personnes étaient infectées par le virus. En Afrique, cette situation pandémique atteint près de 26 millions de personnes séropositives. Sur ce même continent, le sida est responsable à lui seul de près de 27% des décès survenus l'an passé.

La dynamique épidémiologique est particulièrement forte au Moyen-Orient et en Afrique du Nord dont on parlait peu jusqu'ici. Avec une hausse de 26% des nouvelles infections depuis 2001, elles risquent une flambée de l'épidémie, principalement chez les travailleur-se-s du sexe, les Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes (HSH) et les Usagers de Drogues par Injection (UDI). Cette même région a vu une augmentation du nombre de décès de 22% entre 2010 et 2016.

Les femmes et les enfants lourdement impactés

Le taux de prévalence des femmes, particulièrement chez les plus jeunes, est deux fois plus élevé que celui des hommes. Mariages forcés, violences et mutilations sexuelles, viols, manque d'accès aux services de santé, inégalités de genre sont autant de freins dans le combat contre la maladie.

Les enfants ont bénéficié des programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant (60% de contaminations en moins). Malheureusement ils restent les grands exclus de la prise en charge : 9 enfants africains sur 10 atteints du VIH n'ont toujours pas accès aux traitements. Un chiffre sidérant quand on sait que les enfants sont normalement prioritaires dans les politiques de santé.

Accès au traitement : des inégalités malgré de réels progrès

50% des personnes infectées ne bénéficient toujours pas des ARV. Les disparités dans l'accès aux traitements demeurent plus que jamais : en France 85% des PVVIH

éligibles au traitement ARV y ont effectivement accès, ce pourcentage tombe à 23% au Congo et à 17% au Maghreb. Les raisons sont multiples : barrières de la stigmatisation et de la discrimination, faiblesse des taux de dépistage, systèmes de santé encore trop faibles, ruptures à répétition des médicaments et situations d'instabilité et de crises politiques.

Inclure les « populations clés » dans les stratégies de réponse

Selon L'Onusida, près de la moitié des 2 millions de nouvelles infections par an se produisent au sein des populations dites clés et leurs partenaires sexuels : les HSH (dont la prévalence est 19 fois plus élevée), les travailleur-se-s du sexe (dont la prévalence est 12 fois plus élevée), les UDI (dont la prévalence est jusqu'à 28 fois plus élevée), les personnes transgenres, les prisonniers et les migrants.

Les lois discriminatoires et les politiques répressives constatées dans la majorité de pays africains à l'égard de ces populations sont une entrave majeure à la lutte contre le sida, pire encore, elles alimentent l'épidémie.

Une responsabilité collective : accentuer la riposte ciblée

L'Onusida recommande une approche focalisée vers les publics (les femmes, les enfants et les populations clés) et les zones où le risque d'infection reste particulièrement élevé. « Nous ne pouvons gagner contre le VIH en restant au niveau global » déclare son directeur exécutif Michel Sidibé.

Aujourd'hui, il est urgent d'accélérer la riposte en adoptant les objectifs ambitieux des 3x90¹ et en intensifiant les investissements dès le départ. Les principes de responsabilité partagée et de solidarité internationale ont permis de guider les premiers efforts axés sur la mobilisation de ressources. Mais le combat est encore long et suppose d'augmenter ces efforts. Il repose sur le concours des Etats, des collectivités locales, des investisseurs privés et des acteurs de la société civile. Au-delà des progrès scientifiques et médicaux, le 21^{ème} siècle doit être le marqueur d'une solidarité collective infaillible pour vaincre cette maladie infectieuse qui nous concerne tous, au risque de la laisser devenir l'un des pires drames sanitaires de l'histoire.

90% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique / 90% des personnes infectées par le VIH dépistées reçoivent un traitement antirétroviral durable / 90% des personnes recevant un traitement antirétroviral ont une charge virale durablement indétectable.

Le Fonds Afrique au cœur de la riposte

« Les organisations communautaires prennent l'initiative de tracer la voie de la riposte au sida. Les organisations sont pour nous tous des exemples de ce que cela signifie réellement d'accélérer la riposte contre le sida et de le faire d'une manière qui est inclusive et qui promeut les droits humains et l'égalité des sexes. »

M^{me} Jan Beagle, Directrice exécutive adjointe de l'ONUSIDA

Un accompagnement au quotidien pour l'accès aux soins et aux droits



Des traitements et un accompagnement au quotidien

Les traitements sont vitaux mais ne suffisent pas. Pour rester intégrés dans leurs communautés et suivre au mieux leur traitement, les malades et leurs familles doivent être accompagnés sur le plan médical mais aussi psychologique et social. C'est pourquoi, tout en contribuant à l'achat de test de dépistage, de bilans sanguins et de médicaments, le Fonds Afrique soutien de nombreuses activités d'appui aux personnes vivant avec le VIH et leur famille : visites à domicile et/ou à l'hôpital, ateliers nutritionnels, consultations d'observance et d'éducation thérapeutique, groupes de parole, entretiens psychologiques, médiation familiale, etc.

Le soutien à l'accès aux droits

Le sida est malheureusement une maladie qui engendre encore trop souvent l'isolement et l'exclusion. L'accompagnement médical et psychosocial ne peut être efficace sans un changement de regard sur le VIH dans les communautés. C'est la raison pour laquelle le Fonds Afrique a fait de l'accès aux droits et de la lutte contre la stigmatisation et la précarisation des personnes séropositives l'une de ses priorités. Un soutien est ainsi apporté aux actions de plaidoyer des associations locales visant à influencer les communautés locales et les pouvoirs publics, à lutter contre les arsenaux législatifs discriminatoires et répressifs, et à défendre les personnes vivant avec le VIH victimes d'arrestations arbitraires ou de violences physiques et/ou verbales à raison de leur statut.

Une priorité donnée aux publics les plus vulnérables



Aux côtés des femmes et des orphelins

Les femmes et les orphelins sont encore plus vulnérables face au VIH et sont en première ligne face à la précarité provoquée par les ravages du sida : rejet, isolement familial et social, exclusion des dispositifs de prévention. Le Fonds Afrique soutient des projets qui leur apportent une attention particulière et des réponses spécifiques : soins élémentaires, aide à la vie quotidienne, et intégration sociale au sein des communautés via la réinsertion professionnelle ou la scolarisation.

Sensibiliser les jeunes

Longtemps relayée au second plan face à l'urgence de la mise sous traitement, la prévention auprès des jeunes représente un des enjeux majeurs du continent africain. Depuis plusieurs années, une priorité est accordée par le Fonds Afrique aux projets qui développent le dépistage, en zone urbaine et rurale, la prévention des IST et des grossesses non désirées chez

les jeunes de moins de 25 ans, tout en travaillant sur les tabous, les changements du corps à l'adolescence, ou les relations hommes-femmes.

Agir auprès des populations clés

En France comme à l'International, l'action de Solidarité Sida vise les populations les plus vulnérables : LGBTQI, migrants, femmes isolées, travailleur-se-s du sexe, UDI, détenus... Ainsi, parce qu'elles sont en prison, qu'elles vivent dans un pays condamnant l'homosexualité ou parce que la société les a reléguées à la marge, certaines populations sont contraintes de mener un double combat : contre le virus et contre les discriminations. Face à ces constats, Solidarité Sida a fait de cette problématique d'accès aux soins l'une de ses priorités tout en soutenant des activités de plaidoyer.

La confiance aux associations locales



La proximité : pierre angulaire du modèle d'intervention

Afin d'agir au plus près des malades, le Fonds Solidarité Sida Afrique s'est toujours voulue complémentaire de l'action menée par d'autres associations. Parce qu'elles sont installées au cœur des populations, les associations sont souvent les plus à même d'aider les malades au quotidien, en accordant une attention particulière aux populations les plus vulnérables et exclues des systèmes de soins, en assurant, quand le contexte le permet, le lien avec les structures sanitaires publiques. Les systèmes d'entraide y sont performants et les compétences de plus en plus nombreuses et reconnues. Leur expertise du terrain est inestimable. À Solidarité Sida, le mot d'ordre a toujours été de « faire avec et non à la place de ». Dans une visée long terme, le renforcement de la société civile est primordial pour lutter efficacement contre le fléau du VIH/sida. C'est

dans cet esprit que l'association s'attache, autant que possible, à affermir l'autonomie de ses partenaires et à leur permettre de garantir une qualité de service et une approche globale de prise en charge.

Financer ce que peu de bailleurs financent

Le Fonds Afrique finance les projets et les moyens humains et techniques indispensables pour leur mise en œuvre. En complément des dépenses directement liées aux projets, les frais de structure et de fonctionnement sont également pris en charge. Cette démarche et ce soutien, rares chez les autres bailleurs, se justifient par la volonté du Fonds Afrique d'accompagner les associations dans leur professionnalisation.

Retour de mission



Plusieurs fois par an, l'équipe des Programmes Santé & Solidarité de Solidarité Sida part en mission pour suivre et accompagner, sur le terrain, nos associations partenaires.

QUEL ÉTAIT LE BUT DE CETTE MISSION AU NIGER ?

AVRIL : Nous sommes allés rencontrer l'association Mieux Vivre avec le Sida (MVS), un partenaire que Solidarité Sida soutient depuis plusieurs années qui gère un centre de santé communautaire à Niamey.

FLORENT : Cette mission répondait à un double objectif : le premier était de faire du suivi « classique » de projet auprès d'un partenaire que nous n'avions pas pu voir depuis longtemps, en raison du contexte sécuritaire du pays. Nous avons donc assisté et participé à l'ensemble des activités menées par cette association. Le deuxième objectif visait à réaliser un diagnostic du fonctionnement de la structure car MVS faisait partie des candidats potentiels à l'intégration du « Programme Autonomisation » (voir page 11). Avant de nous engager pour 3 ans dans un programme intensif, il était important d'échanger sur leurs besoins et leurs potentialités en matière de développement et de structuration.

COMMENT FONCTIONNE MVS ?

AVRIL : Le Centre CEDAV de MVS propose des dépistages anonymes et gratuits et assure la prise en charge des personnes

dépistées séropositives au VIH. Les patients peuvent ainsi dans un même lieu, bénéficier de bilans sanguins et de consultations médicales, se voir délivrer les médicaments dont ils ont besoin, y compris les ARV et être soutenus d'un point de vue psychosocial. Ce qui est impressionnant, c'est qu'ils arrivent à suivre 3000 patients avec une petite équipe d'à peine 10 salariés dont certains, notamment le laborantin, sont parfois obligés de se rendre à l'hôpital pour réaliser eux-mêmes des examens complémentaires, palliant le manque de formation du personnel hospitalier.

QUE FINANCE LE FONDS AFRIQUE ?

FLORENT : Concrètement, Solidarité Sida intervient en complémentarité d'autres bailleurs, pour financer ce qu'ils ne prennent pas en charge. Ainsi, le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme fournit les ARV et nous couvrons les frais liés aux bilans sanguins, au traitement des maladies opportunistes et des co-infections. Au-delà des activités médicales, Solidarité Sida soutient les activités d'« appui psychologique et social » de l'association ainsi que des frais de fonctionnement de la structure (salaires, charges...). Depuis

quelques années, MVS a également développé un accompagnement spécifique des populations clés, et en particulier des HSH.

QUE RETENEZ-VOUS DE CETTE MISSION ?

FLORENT : Cette mission nous a rappelé une fois de plus que si les associations communautaires n'existaient pas, la situation sanitaire des personnes les plus vulnérables serait bien plus dramatique. Le faible recours au dépistage, le coût des examens et des traitements ou encore la crainte d'être stigmatisés en étant pris en charge par certains services publics de santé, sont autant de freins à l'accès aux soins. MVS l'a compris et apporte une réponse concrète et efficace aux milliers de patients suivis. C'est toujours très stimulant de se rendre compte du travail réalisé sur le terrain par nos 80 partenaires associatifs, dans des conditions souvent difficiles. Bénévoles, soutiens solidaires publics et privés, prestataires, d'un côté, associations locales qui agissent quotidiennement auprès des malades, de l'autre : on ne peut qu'être enthousiastes en voyant que cette chaîne de solidarité, fondement du modèle de Solidarité Sida, fonctionne et porte ses fruits !

Le renforcement de capacités, une dynamique partenariale

Le programme autonomisation

Depuis quelques années, les associations du Sud, confrontées à la fois à une disponibilité limitée des ressources mondiales et à un nombre de bénéficiaires qui ne cesse de croître, rencontrent des difficultés pour financer leurs structures et mener à bien leurs programmes. Nos partenaires peinent à maîtriser leur développement organisationnel et à faire face aux nouveaux défis et enjeux de la lutte contre le sida. Ce constat nous a amenés à lancer le programme « Autonomisation » en 2012, avec le soutien de la Mairie de Paris.

Ce programme triennal multi-pays agit sur la structuration des associations africaines à partir d'axes d'interventions personnalisés et définis sur mesure, avec pour objectif une meilleure mise en oeuvre des activités à destination des bénéficiaires.

Conçu selon le modèle de la coconstruction, la responsabilité entre Solidarité Sida et les partenaires se partage à tous les niveaux et se formalise dans un contrat d'objectifs.

LES PRINCIPALES ACTIONS

- Diagnostic partagé du niveau d'autonomie de chaque association et mise en place d'un plan d'action
- Accompagnement dans la mise en oeuvre du plan d'action sur plusieurs domaines : gouvernance, développement et planification stratégique, partenariats, mobilisation de ressources, gestion administrative et financière, gestion des RH, communication
- Coaching à distance et sur le terrain
- Stages, ateliers et missions d'échanges entre partenaires africains

POUR RENFORCER 7 SAVOIRS



Les Partenaires associés : ou la dynamique Sud-Sud au cœur du programme

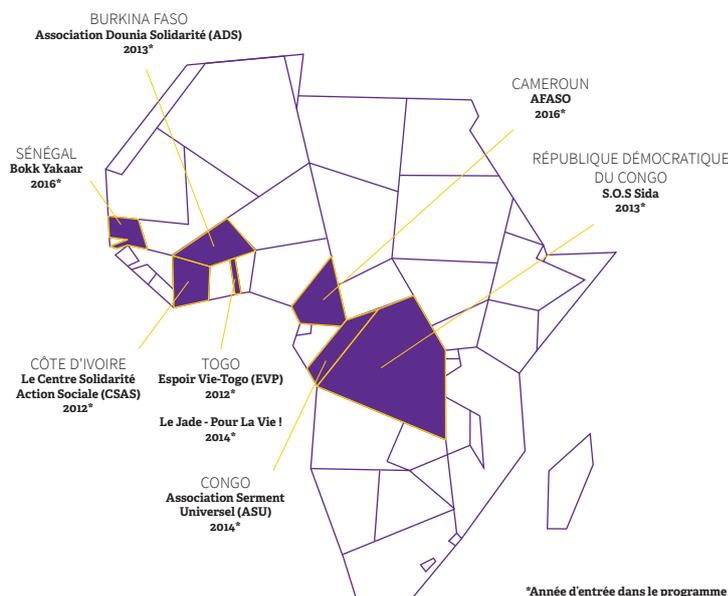
À l'issue des 3 ans d'accompagnement, les structures ayant bénéficié du programme deviennent « Partenaires Associés » et accompagnent les nouvelles associations qui l'intègrent. Devenant des référents, elles participent, à distance et sur le terrain, au renforcement de capacités aux côtés de Solidarité Sida en apportant leur expérience et leurs compétences.



TÉMOIGNAGE : FABRICE ALEGAH, PARTENAIRE ASSOCIÉ CHEZ EVT

« Comme partenaire associé, il s'agit pour EVT d'accompagner les nouvelles associations qui intègrent le programme Autonomisation à travers le partage d'expériences de notre propre parcours. Au-delà, c'est aussi la participation à la capitalisation des pratiques et au développement d'une expertise à travers la construction d'une méthodologie et des outils appropriés applicables à toutes les structures qui s'inscrivent dans ce processus. »

Les partenaires du programme

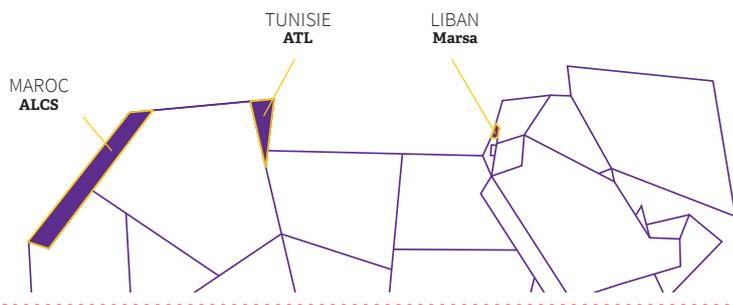


TÉMOIGNAGE : KOLANI GARTIËB, DIRECTEUR EXÉCUTIF D'ADS+

« Le Programme Autonomisation a fait naître l'engagement là où siégeait le désintéressement de nos membres vis-à-vis de notre projet associatif. Il a défini une vision et une stratégie là où il n'y avait qu'un pilotage à vue. Et grâce à son caractère dynamique et co-constructif et à la volonté des membres, ADS+ a saisi cette opportunité pour opérer de profonds changements et s'affirme aujourd'hui en tant que structure de développement et de santé publique. La valorisation et l'optimisation de ses ressources, la culture du partenariat et de la bonne gouvernance, le renforcement de ses capacités opérationnelles... sont entre autres les acquis du programme qu'il faut consolider et pérenniser.»

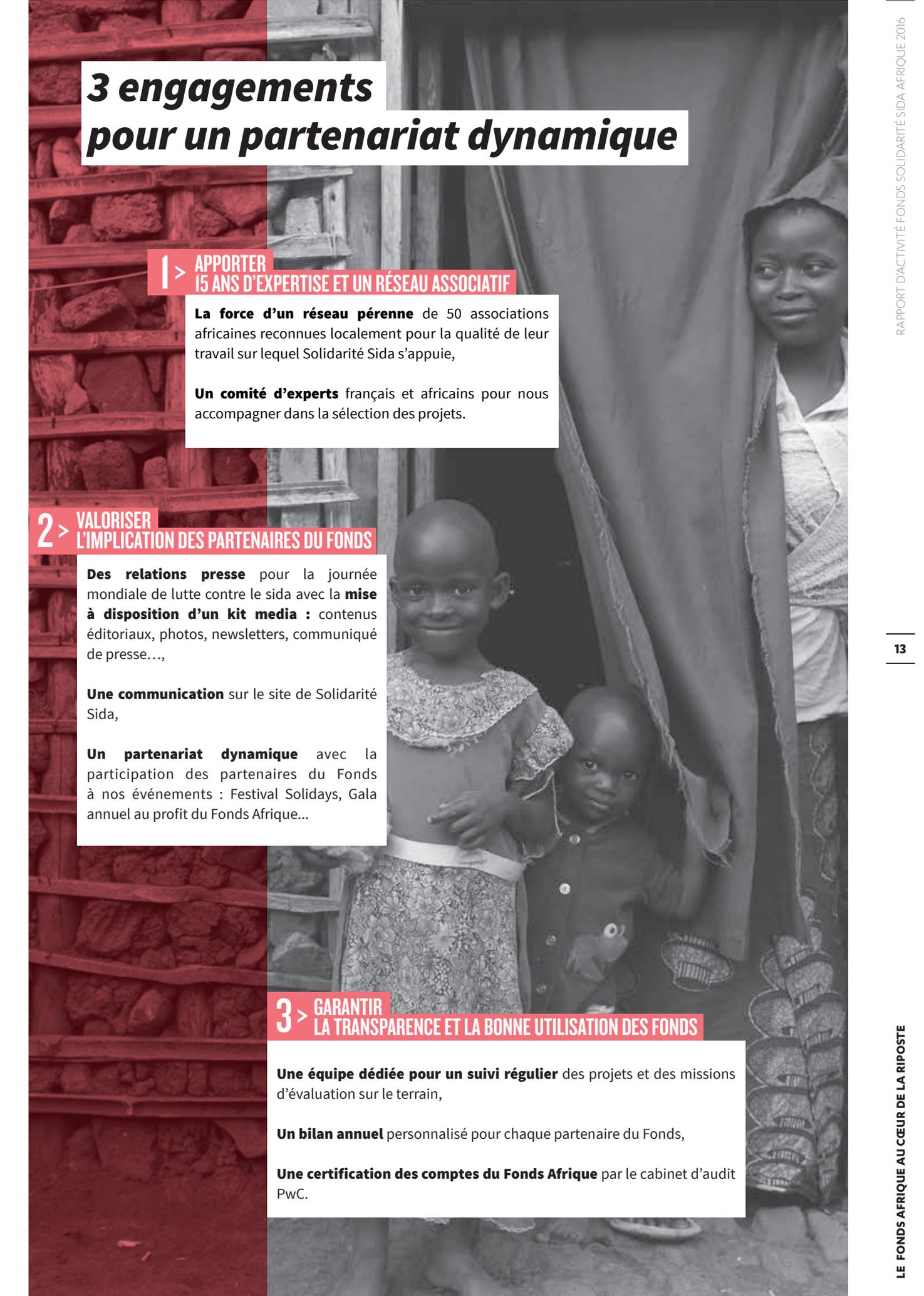
Le programme MENA

En Octobre 2016, en réponse aux enjeux actuels de la lutte contre le Sida dans la zone MENA (Middle East and North Africa) et plus spécifiquement de la prise en charge des populations clés dans la région, Solidarité Sida a lancé un programme triennal multi-pays (Maroc, Tunisie, Liban) soutenu par la Mairie de Paris, qui conjugue trois de nos principaux savoir-faire : le renforcement de capacités des acteurs communautaires, le développement de synergies entre experts locaux et le soutien aux activités de terrain vers les populations les plus éloignées des soins.



Ce programme implique 3 nouveaux partenaires à Marrakech, Tunis et Beyrouth. En dépit de contextes culturels et politiques défavorables, ces associations sont à l'origine de l'ouverture de centres de santé sexuelle dédiés aux populations LGBT, aux travailleur.se.s du sexe ou aux UDI. Avec ce nouveau projet, Solidarité Sida réaffirme sa stratégie : soutenir les solutions innovantes et intervenir auprès des publics les plus à risques dans des zones où l'épidémie du VIH/Sida flambe et où les réponses peinent à se mettre en place.

Les activités prévues dans le cadre du Programme : Stages Sud/Sud, Ateliers d'échange d'expériences, Formations, Implication dans le festival Solidays, Missions d'appui technique



3 engagements pour un partenariat dynamique

1 > APPORTER 15 ANS D'EXPERTISE ET UN RÉSEAU ASSOCIATIF

La force d'un réseau pérenne de 50 associations africaines reconnues localement pour la qualité de leur travail sur lequel Solidarité Sida s'appuie,

Un comité d'experts français et africains pour nous accompagner dans la sélection des projets.

2 > VALORISER L'IMPLICATION DES PARTENAIRES DU FONDS

Des relations presse pour la journée mondiale de lutte contre le sida avec la **mise à disposition d'un kit media** : contenus éditoriaux, photos, newsletters, communiqué de presse...

Une communication sur le site de Solidarité Sida,

Un partenariat dynamique avec la participation des partenaires du Fonds à nos événements : Festival Solidays, Gala annuel au profit du Fonds Afrique...

3 > GARANTIR LA TRANSPARENCE ET LA BONNE UTILISATION DES FONDS

Une équipe dédiée pour un suivi régulier des projets et des missions d'évaluation sur le terrain,

Un bilan annuel personnalisé pour chaque partenaire du Fonds,

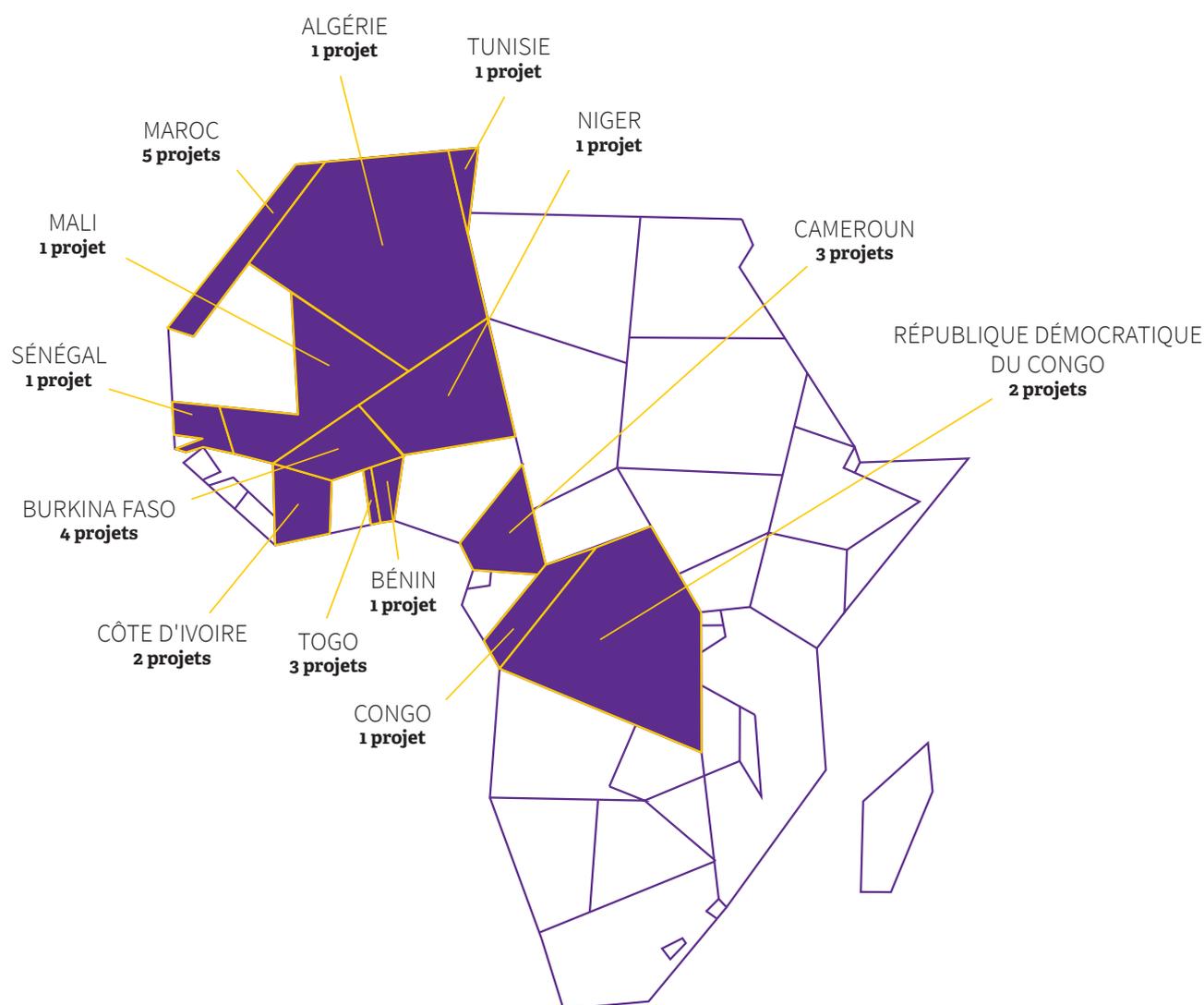
Une certification des comptes du Fonds Afrique par le cabinet d'audit PwC.

Grâce à vous

« Grâce à la mobilisation fidèle des collectivités, des entreprises et de tous les donateurs qui nous accompagnent, nous avons pu soutenir 29 projets dans 13 pays en 2016. »

Antoine de Caunes, Président
d'Honneur de Solidarité Sida

Panorama des projets soutenus



Chiffres clés

29
Projets

13
Pays

16 237€
Financement moyen

ALGÉRIE

Alger

APCS - ASSOCIATION

DE PROTECTION CONTRE LE SIDA

- ▶ Action de prévention et de dépistage auprès des HSH d'Alger

BÉNIN

Cotonou

RACINES

- ▶ Prévention du VIH/sida, des IST et des grossesses non désirées et prise en charge des IST auprès des jeunes de 15 à 24 ans

BURKINA FASO

Bobo-Dioulasso

ABS - ASSOCIATION

BURKINABÉ DE SOLIDARITÉ

- ▶ Accompagnement psychosocial des personnes vivant avec le VIH/sida

ADT - ASSOCIATION

DISPENSARE TROTTOIR

- ▶ Centre convivial jeunes, prévention de la transmission du VIH/sida et de la santé de la reproduction chez les jeunes scolarisés et non scolarisés

Ouagadougou

ADS - DOUNIA SOLIDARITÉ

- ▶ Renforcement de l'accompagnement médical et socioéconomique à destination des personnes vivant avec le VIH/sida

ALUBJ - ASSOCIATION LIAISON

UNIVERSELLE POUR LE BIEN-ÊTRE

DES ENFANTS ET DES JEUNES

- ▶ Renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit de jeunes filles en situation de vulnérabilité face aux IST/VIH/sida

CAMEROUN

Douala

ALTERNATIVES-CAMEROUN

- ▶ Information, sensibilisation des jeunes par les nouvelles technologies de communication et accompagnement des PVIH

SWAA LITTORAL

- ▶ Renforcement de la prévention et du dépistage du VIH et des IST auprès des adolescents des établissements d'enseignement secondaire et ceux suivis au centre

Yaoundé

AFASO - ASSOCIATION DES

FEMMES ACTIVES ET SOLIDAIRES

- ▶ Prise en charge de qualité par un renforcement de l'accompagnement

psychosocial des personnes vivant avec le VIH/sida

CONGO

Brazzaville

ASU - ASSOCIATION SERMENT UNIVERSEL

- ▶ Dépistage et prise en charge globale des femmes séropositives enceintes ou allaitantes

CÔTE D'IVOIRE

Abidjan

SIDALERTE

- ▶ Renforcement de capacités et sensibilisation des jeunes de Tiémélékro sur la santé sexuelle et reproductive, le VIH/sida et les IST et les rapports de genre

RSB - RENAISSANCE SANTÉ BOUAKÉ

- ▶ Hébergement temporaire pour les personnes vivant avec le VIH en transit, ou victimes de rejet de leur entourage

MALI

Sikasso

KÉNÉDOUGOU SOLIDARITÉ

- ▶ Prévention, promotion du dépistage et accès aux soins à l'infection au VIH pour les travailleuses du sexe
- ▶ Accès au dépistage volontaire précoce et à la prise en charge globale des personnes infectées et affectées par le VIH/sida et IST

- ▶ Prévention, promotion du dépistage et accès aux soins de l'infection VIH pour les détenus

MAROC

Agadir

ASCS - ASSOCIATION SUD CONTRE LE SIDA

- ▶ Prévention de proximité auprès des jeunes étudiants

Marrakech

ALCS - ASSOCIATION DE LUTTE

CONTRE LE SIDA

- ▶ Prise en charge médicale et psychosociale des HSH

Tanger

100 % MAMANS

- ▶ Prévention et promotion en santé sexuelle et reproductive auprès des mères célibataires et jeunes femmes vulnérables

AHSUD - ASSOCIATION HASNOUNA

DE SOUTIEN AUX USAGERS DE DROGUES

- ▶ Accompagnement psychosocial des usagers de drogues

RDR MAROC

- ▶ Accompagnement psychosocial à la reconstruction du projet de vie des UDI

NIGER

Niamey

MVS - MIEUX VIVRE AVEC LE SIDA

- ▶ Prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec le VIH/sida

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Bukavu

SOS SIDA

- ▶ Centre médico-social d'appui aux personnes vivant avec le VIH/sida

Isiro

AFIA SANTE

- ▶ Support médical et psychosocial des couples mères-bébés et partenaires dépistés séropositifs

SÉNÉGAL

Fatick

BOKK YAKAAR

- ▶ Assistance et soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida

TOGO

Lomé

AST - ACTION SANTÉ POUR TOUS

- ▶ Appui à la prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH/sida

CRIPS TOGO - CENTRE DE RECHERCHES ET D'INFORMATIONS POUR LA SANTÉ AU TOGO

- ▶ Prévention, contraception et services de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes de moins de 25 ans

LE JADE - POUR LA VIE !

- ▶ Prévention de la transmission des IST/VIH et des grossesses non désirées chez les jeunes scolarisés et non scolarisés

- ▶ Soutien médical et psychosocial aux personnes vivant avec le VIH/sida

TUNISIE

Tunis

ATL - ASSOCIATION TUNISIENNE

DE LUTTE CONTRE LE SIDA ET LES MST

- ▶ Prise en charge médicale et psychosociale des femmes usagères de drogues injectables



EN ALGÉRIE



Indicateurs

39,70

Population (en millions)

74 ans

Espérance de vie

47%

Population - 25 ans



Épidémiologie

0,1%

Prévalence

76%

Taux de couverture antirétroviraux

500

Nouvelles infections

Avec près de 10 000 personnes vivant avec le VIH, la situation épidémiologique en Algérie se caractérise par une épidémie de type peu active, avec une prévalence faible, inférieure à 0,1% dans la population générale, mais concentrée au niveau de populations clés. Les nouveaux diagnostics concernent autant les femmes que les hommes, les plus touchés étant les 25 -34 ans, et les autorités algériennes estiment que 90% des transmissions se font par voie hétérosexuelle. Si des données officielles sur la population générale sont disponibles, peu d'études portent sur les populations clés et les données varient très fortement d'une source à l'autre. Alors que les plans nationaux se succèdent depuis 1989, que la capitale s'engage à atteindre en 2020 les 3 x 90, et que les résultats annoncés par les autorités laissent penser que l'Algérie fait figure de modèle, les acteurs de terrain font un constat alarmant : 1/3 seulement des personnes séropositives connaissent leur statut, les tests de charge virale sont disponibles seulement à Alger, la disponibilité du matériel de prévention est très hétérogène, l'accès à la contraception est difficile, et les populations clés ne sont pas prises en compte sur le terrain.

Dans un contexte où le poids des normes sociales et religieuses freine la riposte à l'épidémie, l'usage de drogues, le travail du sexe et l'homosexualité sont pénalisés et engendrent stigmatisations et discriminations, rendant particulièrement difficile l'accès à l'information, aux droits et aux soins.



AVEC L'APCS

Créée en 1998, l'Association de Protection Contre le Sida (APCS) mène avec ses 10 salariés, des activités de prévention, de dépistage, de sensibilisation en milieu scolaire et de prise en charge de personnes vivant avec le VIH. Association communautaire d'abord tournée vers la population générale à Oran, elle s'est petit à petit spécialisée auprès des autres populations clés (travailleur.se.s du sexe, usager.e.s de drogues, détenus, communauté LGBT...), et en particulier des minorités sexuelles et de genre, plus spécifiquement les HSH. Les besoins sont tels que sa zone d'intervention a été étendue jusqu'à Alger.

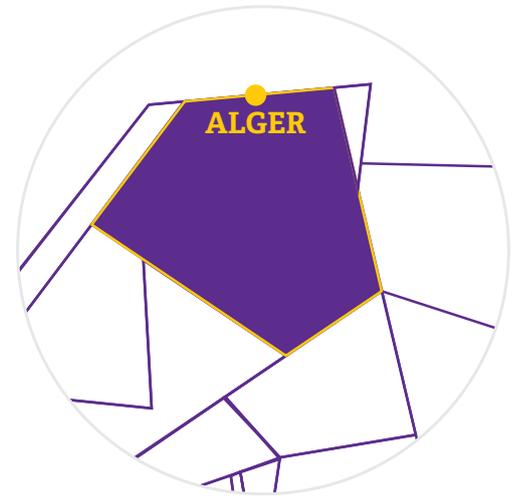
Elle a développé par ailleurs un volet médical et psycho-social, en proposant des consultations en santé sexuelle incluant le traitement des IST ainsi qu'un accompagnement en matière d'éducation thérapeutique pour améliorer l'observance des patients. Enfin, compte-tenu du contexte algérien particulièrement discriminant pour les populations ciblées par le projet, l'association plaide activement pour la défense des droits des personnes vivant avec le VIH et de la communauté LGBT et pourrait être amenée à élargir son champ d'action aux femmes migrantes.

Projet « Éducateurs pairs à Alger »

Le projet vise à réaliser des actions de prévention et de dépistage auprès de 5 000 HSH de la ville d'Alger. 20 pairs-éducateurs issus de la communauté et formés par l'association aux techniques de prévention vont à la rencontre de ce public cible particulièrement touché par l'épidémie, en se rendant directement sur les lieux de rencontres et les « hotspots », identifiés à partir d'une cartographie réalisée au début du projet par l'association.

Sur le terrain comme au local de l'association, le projet permet de soutenir les activités des équipes de salariés et de volontaires pairs-éducateurs sur différents axes :

- ▶ l'information et la sensibilisation des personnes rencontrées aux risques sexuels, tout en distribuant du matériel de prévention et en instaurant une relation de confiance avec les bénéficiaires, cadre propice aux échanges sur les discriminations et les difficultés dont ils sont victimes,
- ▶ la promotion du dépistage et la réalisation, en unité mobile ou à l'association, des séances de dépistage du VIH et des IST. En cas de résultats positifs au VIH, les patients sont orientés vers des structures de santé identifiées comme « gay friendly », qui les prendront en charge sans discrimination. En revanche, les cas d'IST sont traités directement à l'association,
- ▶ la réalisation de consultations psychologiques,
- ▶ la médiation et le plaidoyer auprès des forces de police, des professionnels de santé ou encore des autorités religieuses, en particulier les imams.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

5 000

NOMBRE DE DÉPISTAGES RÉALISÉS

5 000

MONTANT DU FINANCEMENT

10 000€

PUBLIC

- ▶ HSH
- ▶ Communauté LGBT

ACTIVITÉS

- ▶ Prévention
- ▶ Dépistage
- ▶ Consultations et traitement des IST
- ▶ Accompagnement psycho-social et juridique



AU BURKINA FASO



Indicateurs

18,6

Population (en millions)

60 ans / 58 ans

Espérance de vie (Femme/Homme)

46,6%

Population - 15 ans



Épidémiologie

0,8%

Prévalence

55%

Taux de couverture antirétroviraux

3 600

Nombre de décès pour l'année

Si le gouvernement, la société civile et les leaders communautaires et religieux ont su unir leurs efforts pour faire en sorte que la prévalence VIH atteigne 0,8%, le Burkina Faso reste toujours fortement touché par le VIH/sida, avec près de 100 000 personnes infectées et plus de 70 000 enfants orphelins. Les populations clés sont, là encore, les plus atteintes par l'épidémie : la prévalence atteint ainsi 16,2% chez les travailleuses du sexe, 3,6% chez les HSH et 3% chez les détenus.

Les ARV y sont gratuits et le cadre stratégique 2016-2020 inclut la prévention, la promotion du dépistage, la surveillance de l'épidémie et la prise en charge médicale, psychosociale et économique. Cependant, malgré sa volonté de « faire du VIH/sida une maladie comme les autres grâce à une stratégie nationale conséquente », la situation du Burkina Faso reste encore très fragile. Les compteurs CD4 sont trop souvent en panne et les centres de prise en charge (dont le nombre n'augmente pas) restent concentrés dans les grandes villes, obligeant les PVIH à parcourir de très grandes distances. Enfin, la non gratuité des frais liés aux examens et analyses biologiques reste problématique, en particulier pour les PVIH les plus démunis qui ne peuvent assurer financièrement ces frais.



AVEC ADT (ASSOCIATION DISPENSAIRE TROTTOIR DE BOBO-DIOULASSO)

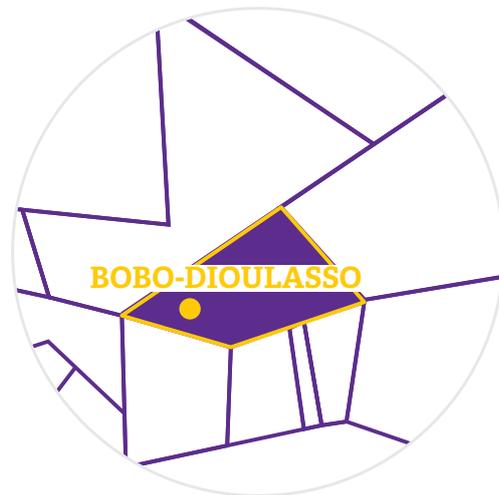
Grâce à son Centre Convivial Jeunes, l'Association Dispensaire Trottoir vient en aide aux jeunes et aux enfants des rues dans le but de les réinsérer dans la société par l'éducation et par un accompagnement médical et social. ADT œuvre ainsi à l'amélioration de l'éducation de ces enfants par des cours d'alphabétisation et par un accompagnement social individualisé.

Les activités de l'association visent également à l'amélioration de leur santé à travers la mise en place de consultations médicales et de campagnes de sensibilisation. Depuis 2000, ADT met plus particulièrement l'accent sur des activités de prévention contre le VIH/sida et de prise en charge médicale et psychosociale des enfants infectés à travers notamment, des groupes d'autosupport, des clubs d'observance, des groupes d'éducation thérapeutique, mais également des consultations médicales et des visites à domicile et à l'hôpital.

Prévention de la transmission du VIH/sida à destination des jeunes scolarisés et non scolarisés de Bobo-Dioulasso et ses environs

Ce projet vise à renforcer le degré d'information des jeunes (qu'ils soient scolarisés ou non) en matière de VIH/sida et, plus largement, de santé sexuelle et reproductive, dans un contexte où les enfants des rues sont trop souvent mis à l'écart des actions de sensibilisation, et donc très vulnérables. Dans cet objectif, ADT met en place plusieurs activités, aussi bien au Centre Convivial Jeunes que dans les villages entourant Bobo-Dioulasso : des causeries éducatives permettent aux jeunes d'échanger sans tabou, des projections de films et des débats sont organisés pour favoriser les questionnements et briser les idées reçues en matière de santé sexuelle et reproductive.

Des entretiens individuels sont également possibles, pour permettre un suivi individualisé des jeunes et une prise en charge adaptée à chaque profil. Grâce à cette démarche, le nombre de jeunes connaissant leur statut sérologique augmente, la prise en charge des cas positifs est facilitée, et l'accès au planning familial est amélioré. Avec son Centre Convivial Jeunes, ADT a de plus adopté une approche inclusive, en impliquant les jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre des activités les concernant. Cela s'inscrit dans la démarche de l'association de promouvoir et défendre les droits des personnes les plus vulnérables.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

4 000

**NOMBRE DE JEUNES SENSIBILISÉS
EN MILIEU RURAL**

800

MONTANT DU FINANCEMENT

10 735€

PUBLIC

- ▶ OEV
- ▶ Jeunes

ACTIVITÉS

- ▶ Éducation
- ▶ Prévention
- ▶ Dépistage
- ▶ Prise en charge médicale et psycho-sociale des PWIH



AVEC ALUBJ (ASSOCIATION LIAISON UNIVERSELLE POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS ET DES JEUNES)

Née de la conviction que l'avenir du Burkina Faso est basé sur la qualité de sa génération montante, l'association ALUBJ est créée en 2003. Elle a axé ses domaines d'intervention sur l'éducation et la santé de la jeunesse burkinabé, avec pour mission d'œuvrer en collaboration avec ses partenaires dans toute action pouvant permettre aux jeunes de donner sens à la dignité humaine. Une large panoplie d'activités, complémentaires les unes des autres, permet de donner vie à ces objectifs. Sur le plan de la prévention, l'association met en place des causeries éducatives, et propose également des pièces de théâtre et des projections de films traitant de sujets comme les violences faites aux jeunes ou la consommation de drogues. Des activités de prise en charge médicale et psychosociale (dépistage, référencement, assistance psychologique, visites à domicile, etc.) viennent compléter ces actions.

Plus largement, ALUBJ s'inscrit également dans une démarche de plaidoyer, visant à faciliter l'accès aux soins des jeunes filles, et plus particulièrement des travailleuses du sexe.

Renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit des jeunes filles vulnérables aux IST/VIH/sida

Ce projet a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des « filles de bar » et des « prostituées sur tabouret », jeunes filles de moins de 25 ans exerçant clandestinement la prostitution au sein de bars ou de maisons closes. Pour un impact le plus large possible, l'association vise les travailleuses du sexe, leurs conjoints, les clients des lieux de prostitution, les gérants et le personnel de ces sites. Grâce à l'aide de 10 éducatrices paires, des activités de sensibilisation sont proposées : projections de films et causeries permettent aux différents publics de mieux connaître les pratiques à risque, tandis que des démonstrations de pose de préservatifs les encouragent à utiliser cet outil de prévention.

ALUBJ a aussi créé le « Jeu Sans Tabou », outil ludique permettant d'aborder les différents clichés et croyances en matière de santé sexuelle et reproductive. Des dépistages IST/VIH sont également régulièrement organisés, et les jeunes filles sont référées au centre médical le plus proche, où elles peuvent bénéficier de consultations et d'examens biologiques. Enfin, au-delà de ces activités, l'association s'inscrit dans une démarche de plaidoyer à destination des gérants des bars et maisons closes d'une part, et des structures de prise en charge médicale d'autre part. En insistant sur l'importance de l'accès à l'information et sur la nécessité d'une prise en charge rapide, les jeunes filles peuvent adapter leurs pratiques pour réduire les risques d'infection, et accéder plus facilement à des soins adaptés à leurs besoins.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

1 750

NOMBRE DE DÉPISTAGES

1 500

MONTANT DU FINANCEMENT

14 000€

PUBLIC

- ▶ Jeunes
- ▶ Travailleuses du sexe

ACTIVITÉS

- ▶ Prévention
- ▶ Dépistage
- ▶ Prise en charge des IST



EN CÔTE D'IVOIRE



Indicateurs

13,7

Population (en millions)

53 ans / 51 ans

Espérance de vie (Femme/Homme)

58,4%

Population - 25 ans



Épidémiologie

3,2%

Prévalence

35%

Taux de couverture antirétroviraux

25 000

Nombre de décès pour l'année

Avec un taux de prévalence de 3,2% au niveau national, la Côte d'Ivoire reste l'un des pays les plus touchés par l'épidémie du VIH/sida en Afrique de l'Ouest. Le conflit qui a frappé le pays pendant près de 10 ans (2002-2011) a laissé des séquelles : de nombreuses infrastructures sanitaires ont été détruites, et la politique de santé publique a été mise entre parenthèses durant cette période, ce qui a fortement compliqué la lutte contre le VIH/sida. Même si toutes les institutions du pays sont dorénavant impliquées sur le sujet, près de deux tiers des PVVIH n'ont aujourd'hui pas accès au traitement.

Sur la période 2011-2015, des efforts importants ont été entrepris pour replacer la lutte contre le VIH/sida au cœur de la société, et certains ont déjà payé : la PTME se développe considérablement (avec plus de 17 000 grossesses sous ARV pour la seule année 2015), et 15% des PVVIH sous traitement ont aujourd'hui une charge virale indétectable (chiffre en constante augmentation). Mais le pays doit encore faire face à de nombreux défis : augmenter la fréquentation des centres de dépistage, impliquer plus fortement le milieu communautaire pour un meilleur suivi médical, et faciliter l'accès aux soins dans les zones rurales.



AVEC RSB (RENAISSANCE SANTÉ BOUAKÉ)

Alors que les activités de lutte contre le VIH/sida se concentrent à Abidjan dans les années 1990, l'association Renaissance Santé Bouaké naît en 1993 pour répondre à l'augmentation du nombre de malades se présentant au Centre Hospitalier Régional, alors peu équipé pour répondre à cette épidémie naissante. Dans une démarche communautaire et participative, RSB se fixe rapidement pour objectifs l'amélioration des conditions de vie des PVVIH, la réduction de l'incidence de l'infection et la lutte contre les violences basées sur le genre.

L'association n'hésite pas à s'adapter pour faire face aux mouvements de populations : en 2003, suite aux déplacements liés au conflit politico-militaire, elle décentralise une partie de ses activités à Yamoussoukro et en 2007, elle ouvre une antenne à Sinfra, afin de toucher les zones rurales.

Pour mener à bien ses objectifs, RSB assure la prise en charge médicale et psychosociale des PVVIH, et met également en place une démarche de plaidoyer pour un accès universel aux soins et aux traitements.

Maison d'accueil à destination des PVVIH

La Maison d'accueil est un projet d'hébergement temporaire de PVVIH en transit à Yamoussoukro ou victimes de rejet de la part de leur environnement. Ce centre d'accueil permet aux patients venant de zones éloignées et en situation de grande précarité d'avoir un point de chute le temps de passer leurs examens au centre de santé de Yamoussoukro. Les PVVIH peuvent également y séjourner plus longtemps, par exemple le temps d'une médiation familiale ou de l'amélioration de leur état de santé lorsque celui-ci est particulièrement dégradé. Les objectifs du projet sont de permettre un meilleur suivi médical aux PVVIH vivant en zone rurale, d'améliorer leur observance au traitement et de contribuer à l'amélioration de leur état de santé, après un séjour de réhabilitation.

Sur place, la maison propose ainsi un appui nutritionnel sous forme de repas équilibrés préparés avec les bénéficiaires. L'association propose de plus un accompagnement psychosocial, des causeries communautaires sur l'observance ou les discriminations dont les personnes sont victimes, toujours dans une logique d'auto-support. Grâce à un programme d'éducation thérapeutique, les PVVIH sont formés à l'importance d'une prise de traitement régulière pour l'amélioration de leur état de santé. Plus largement, ce lieu offre un cadre sécurisé et convivial d'échanges pour des personnes isolées, marginalisées et souvent très affaiblies par la maladie.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
680

**NOMBRE DE CONSULTATIONS
THÉRAPEUTIQUES**
400

MONTANT DU FINANCEMENT
23 715 €

PUBLIC
► PVVIH

ACTIVITÉS
► Prise en charge médicale et psychosociale des PVVIH



AU MALI



Indicateurs

17,6

Population (en millions)

58 ans

Espérance de vie

66,6%

Population - 25 ans



Épidémiologie

1,3%

Prévalence

28%

Taux de couverture antirétroviraux

10 000

Nombre de décès pour l'année

Pays essentiellement désertique et peu densément peuplé, le Mali possède une économie insuffisamment diversifiée et vulnérable aux fluctuations des prix des matières premières et aux conséquences du changement climatique. Ces facteurs, conjugués à une croissance démographique parmi les plus élevées au monde, favorisent l'insécurité alimentaire, la pauvreté et l'instabilité. Depuis 2012, le Mali est touché de plein fouet par une grave crise politico-sécuritaire, qui a entraîné l'occupation de certaines régions et le renversement du président démocratiquement élu. Depuis l'amélioration de la situation militaire, les pourparlers ont pu reprendre entre les acteurs de la crise.

Au Mali, la prévalence du VIH/sida est de 1,3%, les femmes étant les plus touchées (1,5% contre 1% chez les hommes). C'est aussi l'un des pays d'Afrique de l'Ouest dont le taux de couverture ARV est le plus faible. L'instabilité politique et sanitaire a fortement impacté la lutte contre le sida. Dans ce contexte, certains acteurs communautaires ont dû arrêter leurs activités de prévention. D'autres ont œuvré durement pour maintenir les activités de prise en charge des malades tout en poursuivant sans relâche les actions de plaidoyer auprès de l'Etat et des collectivités locales.



AVEC KÉNÉDOUGOU SOLIDARITÉ

Fondée par des professionnels du milieu médical et psychosocial et implantée dans la région de Sikasso, deuxième région la plus peuplée du pays, Kéné Dougou Solidarité est un acteur incontournable de l'aide aux personnes séropositives au Mali. L'association est spécialisée dans la promotion et le conseil au dépistage volontaire du et la prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec le VIH/sida.

Pour accomplir ses missions, elle a mis en place des partenariats solides avec les hôpitaux publics à Sikasso et Koutiala. La qualité de ses interventions repose sur une formation continue du personnel médical et des conseillers psychosociaux. Ses deux centres travaillent en étroite collaboration avec les associations de malades ainsi qu'avec les centres de santé décentralisés. De plus, les quelques 4 000 bénéficiaires sont fortement impliqués dans le projet.

C'est une association très dynamique et reconnue par les institutions et les autres acteurs locaux.

Accès au dépistage volontaire précoce et à la prise en charge globale des personnes infectées et affectées par le VIH/sida

La région de Sikasso est à un carrefour important d'échanges et de brassage de population aux frontières de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et de la Guinée. Il s'agit d'une zone de transit pour le passage des marchandises vers la capitale où sont présentes mines d'or et usines. Les travailleurs, en majorité des saisonniers, y fréquentent souvent les lieux de prostitution, augmentant drastiquement le risque de propagation du virus du VIH. Avec les difficultés sécuritaires que le Mali a connues et connaît encore, de nombreuses ONG qui œuvraient dans la région de Sikasso ont arrêté leurs activités de prévention et ne les ont toujours pas reprises. Kéné Dougou Solidarité est la seule association de lutte contre le VIH présente dans cette région du pays.

Kéné Dougou Solidarité offre une prise en charge globale aux personnes vivant avec le VIH de la région : dispensation de médicaments, consultations, éducation thérapeutique et aide à l'observance, visites à domicile, groupes de parole, ateliers nutritionnels, etc. Elle apporte un accompagnement de qualité en vue d'améliorer l'observance des traitements et un soutien moral aux personnes infectées par le VIH. L'association accueille et prend aussi en charge les personnes en situation de handicap infectées par le VIH. Le projet a permis également la réalisation de campagnes de prévention et un accès gratuit au dépistage.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

2 990

NOMBRE DE DÉPISTAGES

1 550

MONTANT DU FINANCEMENT

23 064 €

PUBLIC

- ▶ PWIH
- ▶ Enfants
- ▶ Personnes en situation de handicap

ACTIVITÉS

- ▶ Prévention
- ▶ Distributions de préservatifs et de gels
 - ▶ Dépistage
 - ▶ Prise en charge médicale et psychosociale des PWIH



AU MAROC



Indicateurs

34

Population (en millions)

74 ans

Espérance de vie

66%

Population - 25 ans



Épidémiologie

0,2%

Prévalence

37%

Taux de couverture antirétroviraux

4 200

Nouvelles infections

La prévalence du VIH au Maroc reste faible et relativement stable chez la population générale (0,2%) en comparaison à d'autres pays d'Afrique. Elle est cependant beaucoup plus élevée chez les populations vulnérables, les plus exposées au risque de transmission, telles que les professionnelles du sexe (2%), les HSH (4%), les migrants (5%) et les UDI (15%). Le pays doit en outre faire face à plusieurs difficultés structurelles. D'une part, la stigmatisation et le rejet de certaines populations, telles que les femmes célibataires avec enfants ou encore les personnes homosexuelles. D'autre part, des disparités importantes entre les régions : le Sud, la région d'Agadir notamment, connaît un taux de prévalence important auprès des jeunes, tandis que le Nord, zone de transit des narcotrafiquants, voit des taux de prévalence de l'Hépatite C inquiétants chez les UDI. En 2017, le Maroc lancera son nouveau Plan stratégique National de Lutte contre le sida 2017-2021. Basé sur une approche multisectorielle et financé en partie grâce au Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le PNLS comporte plusieurs axes : prévention, soins, traitement et appui aux personnes vivant avec le VIH.



AVEC 100% MAMANS

Association située dans le nord du pays, à Tanger, 100% Mamans dispose d'une structure d'accueil et de prise en charge pour venir en aide aux jeunes femmes enceintes ou jeunes mères marocaines vulnérables, chassées par leurs familles en cas de grossesse hors mariage.

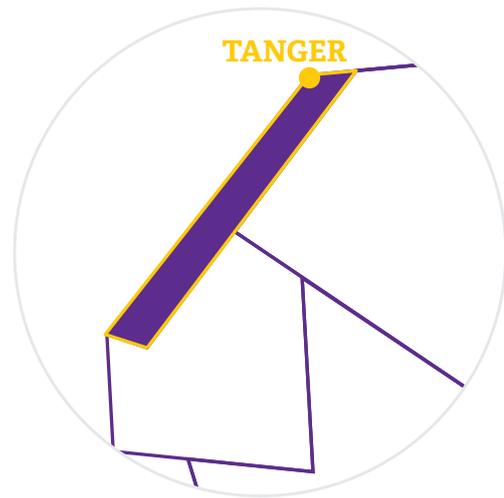
L'association poursuit plusieurs objectifs : prévention des risques d'abandon de l'enfant, réduction de l'exclusion et de la précarité sociale des mères célibataires, et depuis peu, des mères célibataires migrantes, prévention des grossesses non désirées, prévention de la transmission du VIH et des IST, amélioration de leur employabilité à travers un dispositif d'économie sociale et d'insertion professionnelle durable, plaidoyer et défense des droits des mères ainsi que de leurs enfants, notamment pour une reconnaissance de leur filiation.

Prévention en santé sexuelle et reproductive et de la transmission du VIH/sida auprès des mères célibataires et jeunes femmes vulnérables dans la ville de Tanger

100% Mamans a pu élargir son action en matière de prévention du VIH/sida auprès d'une population féminine vulnérable en leur donnant accès au dépistage et aux informations liées au VIH/sida et à la santé reproductive, et à une prise en charge psychosociale et juridique.

En effet, l'association a développé ses activités aux populations les plus exposées au risque d'infection VIH/sida, telles que les mères célibataires, professionnelles du sexe, ouvrières, étudiantes, usagères de drogues et femmes migrantes issues d'Afrique subsaharienne. En parallèle, l'association a renforcé et développé les services du cabinet de conseil et dépistage auprès des mères célibataires enceintes au sein de l'association et élargi son offre auprès des jeunes femmes vulnérables.

Plus globalement, 100% Mamans offre aux jeunes mères célibataires, la possibilité de reprendre confiance en elles grâce à l'hébergement qu'elle leur offre en plus d'un accompagnement psycho-social et juridique. Elles apprennent à se prendre en charge et à trouver leur place dans la société grâce à la présence des pairs éducatrices, à l'accompagnement à l'insertion professionnelle qui leur est proposé ou encore à la crèche pour faire garder leur nourrisson et avancer sur le chemin de leur indépendance.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

3 300

PERSONNES ORIENTÉES VERS DES STRUCTURES DE SOIN

2 310

MONTANT DU FINANCEMENT

15 193 €

PUBLIC

- ▶ Mères célibataires et femmes enceintes vulnérables

ACTIVITÉS

- ▶ Prévention
- ▶ Dépistage
- ▶ Suivi de grossesse / Suivi gynécologique, santé mère/enfant
- ▶ Accompagnement psycho-social et juridique



AU NIGER



Indicateurs

20

Population (en millions)

62 ans

Espérance de vie

68%

Population - 25 ans



Épidémiologie

0,8%

Prévalence

34%

Taux de couverture antirétroviraux

1 000

Nouvelles infections

Le Niger est classé dans les pays les moins avancés au monde selon l'indice de développement humain du programme des Nations Unies pour le Développement et doit faire face à des défis d'envergure en raison de sa démographie galopante (environ 7 enfants/femme). Cet indice montre des difficultés d'accès à la santé, à l'éducation et de fortes disparités de revenus. Les autorités sanitaires du Niger visent un taux de couverture en ARV de 80% (actuellement à 34%). Pour atteindre cet objectif, elles ont mis en œuvre un programme de décentralisation de la prise en charge des personnes atteintes du VIH dans l'ensemble des 42 districts sanitaires, en plus des centres hospitaliers. Ce programme existe grâce à un financement de la Banque mondiale.

À peine 3% de la population du Niger connaît son statut sérologique en raison de l'insuffisance des centres de dépistage. Le taux de prévalence connu est d'à peine 0,8% pour la population générale, ce qui n'est pas représentatif des réalités de terrain. C'est à Niamey que se trouvent 44% des malades sous traitement. La capitale concentre encore aujourd'hui la plupart des infrastructures de santé. Elle abrite à elle seule six des quinze centres prescripteurs du Niger. On y trouve le seul appareil pour mesurer la charge virale dans le pays à l'Hôpital National Lamordé, centre national de référence en matière de prise en charge des malades du sida.



AVEC MVS (MIEUX VIVRE AVEC LE SIDA)

Fondée par des professionnels de santé, Mieux Vivre avec le Sida (MVS) entend réduire l'impact du VIH/sida par la prise en charge globale des personnes infectées et affectées.

Après avoir mis en place en 1998 une cellule d'écoute, de soins, d'information et de conseils, MVS a ouvert en 2002 à Niamey le premier et unique centre de dépistage communautaire du Niger. Une prise en charge médicale et psychosociale est également menée dans ce centre.

Acteur militant, l'association collabore activement avec les hôpitaux, institutions, ONG et associations communautaires de la capitale. Ses résultats ont fait d'elle l'un des principaux acteurs de la lutte contre le VIH/sida au Niger.

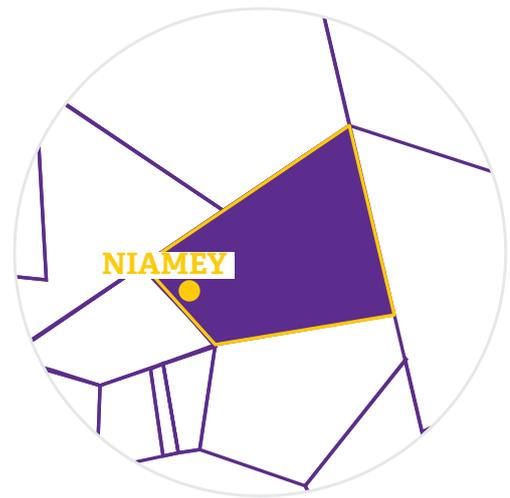
Prise en charge médicale et psychosociale des personnes vivant avec le VIH/sida

Le centre de dépistage indépendant de MVS est le principal lieu du Niger où toute personne peut obtenir de l'information sur le VIH ou connaître son statut sérologique grâce au dépistage anonyme et gratuit. Le CEDAV, le seul centre à Niamey où les populations à risques et particulièrement les HSH se font volontairement dépister.

Ce centre accueille chaque année près de 3 500 personnes. Ce sont des équipes médicales qui reçoivent individuellement les personnes et les orientent pour la réalisation du test de dépistage. Les personnes nouvellement dépistées positives au VIH sont directement prises en charge par l'association. Leur éligibilité au traitement antirétroviral est établie par un bilan pré-thérapeutique. Des consultations médicales de suivi et des prélèvements sanguins pour les examens biologiques sont ensuite menés. L'accès aux médicaments est possible grâce à la pharmacie communautaire. Tous ces services sont gratuits et accompagnés individuellement d'un soutien psychosocial.

Les équipes créent un climat de confiance avec les malades, identifient leurs conditions de vie et connaissent mieux leurs difficultés personnelles grâce à des visites à domicile. Les consultations psychologiques individuelles proposées permettent, elles, de travailler sur l'acceptation des résultats sérologiques, les difficultés relationnelles avec leur entourage et les difficultés d'observance au traitement des malades.

Collectivement, une fois par mois, les animateurs organisent un groupe de parole suivi d'un atelier culinaire afin d'échanger sur leur quotidien, passer des messages et d'apporter des notions clés pour une meilleure alimentation.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

4 850

PERSONNES DÉPISTÉES

3 000

MONTANT DU FINANCEMENT

27 248 €

PUBLIC

- ▶ Tout public
- ▶ PWIH
- ▶ Mères célibataires et femmes enceintes vulnérables
- ▶ HSH

ACTIVITÉS

- ▶ Dépistage
- ▶ Prise en charge médicale et psychosociale des PWIH



EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Indicateurs

78,7

Population (en millions)

59 ans

Espérance de vie

65%

Population - 25 ans



Épidémiologie

0,8%

Prévalence

32%

Taux de couverture antirétroviraux

14 940

Nouvelles infections

La RDC est l'un des pays les plus affectés par le VIH de la région de l'Afrique Centrale. Aujourd'hui, plus de 380 000 personnes vivent avec le VIH sur une population estimée à 78 millions d'habitants. Seulement 32% de la population bénéficie de médicaments ARV. Et même si ce taux de couverture ARV est supérieur à celui de la couverture régionale (28%), il reste parmi les plus bas au monde.

Cette situation alarmante a mobilisé la société civile, les organisations, les partenaires au niveau national comme international et les financements internationaux ont pu être rétablis. Depuis, de nombreux efforts ont été déployés pour améliorer la situation et lutter contre le VIH. C'est dans ce cadre que le plan de rattrapage d'Afrique centrale et occidentale a été lancé en décembre 2016. Ce plan avait pour objectif de fournir aux 4,5 millions de personnes vivant avec le VIH/sida dans la région, un accès au traitement d'ici 2020. Depuis, une campagne intensive de dépistage du VIH a été menée dans le pays et a permis à 2 millions de personnes de connaître leur statut, un critère indispensable pour l'accès au traitement. Grâce à ce plan, la RDC enregistre des résultats positifs dans la riposte au VIH : augmentation de la couverture en ARV de 18 à 32% en un an d'une part, baisse de 50% des nouvelles infections d'autre part. De nombreux efforts restent à faire, la RDC étant l'un des pays les plus touchés par les ruptures de stocks, et ce en raison notamment de l'instabilité du contexte politique et sécuritaire.



AVEC AFIA SANTÉ

Afia Santé a été créée par des professionnels de santé et est basée à Isiro, dans le Nord-Est de la RDC. Point de rencontre et de passage pour les nombreux "creuseurs de minerais", or et diamant notamment, c'est l'une des régions du monde les plus touchées par l'épidémie de VIH/sida. Créée dans un premier temps dans un contexte de guerre afin de pallier à une situation de grave crise sanitaire, l'association a, depuis 2006, centré ses activités autour de la lutte contre le VIH/sida, sa zone d'intervention étant la plus touchée par cette épidémie.

Depuis, Afia Santé a étendu ses activités dans 7 zones de la Province Orientale, territoires enclavés, ainsi que dans une commune de Kinshasa. Elle a conclu de nombreux partenariats avec des associations et des établissements locaux ainsi que des organisations internationales. Aujourd'hui, l'association compte douze permanents et une soixantaine de bénévoles qui sont à pied d'œuvre pour faire reculer l'épidémie dans ce contexte très difficile.

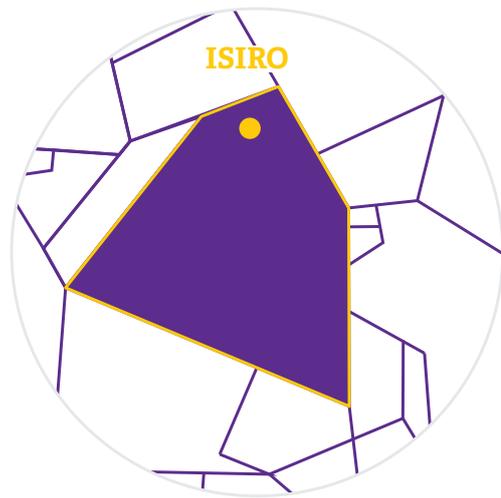
Support médical et psychosocial aux couples mères-bébés et partenaires dépistés VIH+ dans les sites ptme de la zone rurale d'Isiro

Travaillant en collaboration avec une dizaine d'établissements de santé dont des maternités, les équipes d'Afia Santé appuient la prise en charge médicale par la promotion de l'accès aux soins et aux traitements ainsi que l'observance de l'état de santé de 90 mères et partenaires séropositif(ve)s avec leur nourrisson.

Avant la naissance de l'enfant, ces femmes sont suivies médicalement dans l'évolution de leur grossesse et la préparation à l'accouchement. Pendant et après l'accouchement, Afia Santé leur apporte les soins et les médicaments nécessaires pour éviter la transmission du VIH au bébé. Elle effectue en continu les examens biologiques, prévient les infections opportunistes, favorise l'accès à une bonne hygiène en distribuant des kits (aquatabs pour une eau purifiée, savons, dentifrice ...). Elle fournit également un suivi psychosocial, ante et post-natal, aux femmes séropositives à travers des visites à domicile.

Les soins s'accompagnent d'un appui nutritionnel pendant 6 mois après l'accouchement. Des rations alimentaires hebdomadaires composées de farine de maïs, de riz, de haricots, de soja, de sucre, de sel sont distribuées à ces 90 femmes allaitantes pour améliorer la croissance de l'enfant.

Enfin, les équipes organisent des journées de rencontre entre 200 acteurs locaux de la lutte contre le VIH/sida : les autorités locales et sanitaires, les ONG, les personnes vivant avec le VIH et les étudiants... Ces actions de sensibilisation et de plaidoyer ont pour but d'ouvrir le débat et le dialogue autour des questions de droits humains, d'accès aux soins et ainsi de lutter contre la stigmatisation et la discrimination des malades.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

3 170

CONSULTATIONS MÉDICALES RÉALISÉES

3 500

MONTANT DU FINANCEMENT

10 617 €

PUBLIC

- ▶ Mères célibataires et femmes enceintes vulnérables
 - ▶ Nourissons
 - ▶ PWIH
 - ▶ Jeunes

ACTIVITÉS

- ▶ Prise en charge médicale et psychosociale
 - ▶ Prévention
 - ▶ Appui nutritionnel



AU SÉNÉGAL



Indicateurs

15,4

Population (en millions)

67 ans

Espérance de vie

20,3%

Population - 25 ans



Épidémiologie

0,5%

Prévalence

40%

Taux de couverture antirétroviraux

1 600

Nouvelles infections

Au Sénégal, la prévalence du VIH est estimée à 0,5%, représentant 46 000 personnes dont 90% sont des adultes et 64%, des femmes. La vulnérabilité des femmes augmente avec la mobilité, en fonction de leur situation matrimoniale et avec l'âge : les personnes âgées de 40-44 ans et celles de 45-49 ans sont les plus infectées avec des taux de séroprévalence respectifs de 1,5% et 1,9%. De plus, le taux de prévalence augmente fortement lorsqu'il s'agit des populations clés, à savoir les travailleurs.es. du sexe (18%) et les HSH (19%). Par ailleurs, la population est particulièrement touchée par l'hépatite B : 10 et 20% de la population adulte est infectée et plus de 85% a déjà été en contact avec le virus.

Le Sénégal est le premier pays d'Afrique Subsaharienne à avoir adopté une politique gouvernementale d'accès au traitement antirétroviral, en 1998. Les ARV sont, depuis 2003, disponibles et gratuits dans les 14 régions du pays. Les bilans (hors CD4) sont quant à eux payants et les régions doivent régulièrement faire face à des ruptures de réactifs ainsi qu'à des pannes ou à l'insuffisance des équipements, des moyens de stockage et des modes de transport. Les analyses sont en outre majoritairement réalisées à Dakar, compliquant ainsi l'accès aux résultats. Dans les zones enclavées, au-delà des problèmes d'accès aux dispositifs de santé, les problématiques d'accès à l'information sur le VIH/sida, la prévention et la prise en charge des PWVIH ainsi que les mythes relatifs au VIH subsistent et accentuent la vulnérabilité des populations de la région. De plus, le Sénégal est un pays où la religion et les traditions sont prédominantes, ce contexte culturel difficile freine considérablement l'amélioration de la situation en terme de lutte contre le VIH/sida.



AVEC BOKK YAKAAR

Bokk Yakaar a été créée en février 2005 d'une volonté d'agir là où les structures d'accompagnement des personnes vivant avec le VIH étaient rares.

L'association Bokk Yakaar couvre la région de Fatick, la région la plus pauvre du Sénégal, située au centre du pays. Le taux de prévalence du VIH/sida, supérieur à la moyenne nationale (1% contre 0,5%), résulte de plusieurs facteurs de vulnérabilité tels que : la position géographique, avec des zones transfrontalières et des zones enclavées ; la forte mobilité des populations, la pauvreté et les inégalités de genre ou encore la prostitution clandestine croissante.

Bokk Yakaar s'est créée dans le but de pallier aux difficultés que rencontraient les PVVIH vivant dans cette région à être pris en charge par un centre de santé. Pour développer ses activités et permettre à un maximum de PVVIH d'adhérer en son sein, la structure a mis sur pied des cellules au niveau des districts. Ainsi, successivement, les cellules Sokone, de Fatick, de Passy, de Foundiougne et de Gossas ont été créées. Ces cellules assurent des activités de prise en charge médicale, psychosociale, scolaire et développent des actions de plaidoyer. Actuellement l'association compte 295 membres et 3 salariés.

Assistance et soutien aux personnes vivant avec le VIH

Ce projet consiste à participer à l'épanouissement et au bien-être socio-économique et légal des PVVIH de la région de Fatick à travers une prise en charge globale tout en contribuant à la prévention de l'épidémie à travers des activités de soutien et d'accompagnement. Par cette démarche, Bokk Yakaar cherche à réduire la dépendance économique des PVVIH, le décrochage scolaire, à garantir une vie positive et un bon état de santé de ces personnes.

En matière de prise en charge médicale, Bokk Yakaar accompagne près de 300 orphelins et enfants vulnérables grâce au paiement de consultations de spécialistes, d'ordonnances pour les infections opportunistes, de bilans et de frais d'hospitalisation. Elle assure en outre la distribution de kits alimentaires et de santé. Des groupes de parole, des visites à domicile ou à l'hôpital, des médiations familiales, des recherches de personnes disparues sont autant d'actions de prise en charge psychosociale que mène Bokk Yakaar.

Dans un contexte culturel très marqué par les croyances et les traditions, le projet s'engage activement dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des personnes séropositives. En ce sens, l'association mène de nombreuses activités de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités publiques, des leaders religieux et des prestataires de soins.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

645

NOMBRE DE CONSULTATIONS MÉDICALES

600

MONTANT DU FINANCEMENT

14 000 €

PUBLIC

- ▶ Tout public
- ▶ PVVIH
- ▶ OEV

ACTIVITÉS

- ▶ Prévention
- ▶ Prise en charge médicale et psychosociale
- ▶ Appui nutritionnel



AU TOGO



Indicateurs

7,3

Population (en millions)

59 ans

Espérance de vie

60,1%

Population - 25 ans



Épidémiologie

2,4%

Prévalence

34%

Taux de couverture antirétroviraux

4 400

Nouvelles infections

Le Togo, bordé à l'ouest par le Ghana et à l'est par le Bénin, a une population de plus de 7 millions d'habitants qui croît d'environ 2,5% par an. Sa population est en majorité féminine (51,4%) et particulièrement jeune puisque 60% des togolais ont moins de 25 ans, soulignant l'urgence d'investir dans l'éducation et la santé.

Sur le plan épidémiologique, le Togo présente une épidémie de type généralisée avec une prévalence estimée à 2,4% dans la population générale, mais avec de fortes disparités de genre (2,9% parmi les femmes, 1,9% chez les hommes) et géographiques (3,5% en milieu urbain/1,5% en milieu rural). Les ARV sont gratuits pour les patients depuis 2008 et 65,4% des PVIH sont sous traitement, dont 71% des femmes infectées et seulement 8% des enfants. En 2014, la politique de lutte contre le sida a mis l'accent sur l'accès au dépistage. Ainsi, la stratégie a porté ses fruits en termes d'efficacité et d'adhésion de la population : le nombre de dépistages a fortement augmenté et 99,6% des personnes dépistées sont allées retirer leurs résultats.



AVEC ACTION SANTÉ POUR TOUS

Fondée par une équipe de professionnels de santé en 2002 (médecins, biologistes, techniciens supérieurs de santé, assistants médicaux, sages-femmes et infirmiers), Action Santé pour Tous a créé un centre de prise en charge des personnes vivant avec le VIH. Implantée à Baguida, dans la banlieue Est de Lomé, l'association est un acteur incontournable de l'aide aux personnes séropositives dans cette zone fortement touristique. Le centre est spécialisé dans la prise en charge globale (dispensation d'ARV, accompagnement psychologique, repas communautaires, etc.) des personnes infectées et affectées par le VIH.

AST a ouvert un Centre Jeunes en 2014 à Djagblé pour répondre aux besoins d'accès aux soins de santé primaire et en matière de santé sexuelle et reproductive en zone rurale, en particulier pour les jeunes et adolescents. L'objectif de ce centre est double : offrir à ces jeunes un espace de divertissement et de convivialité tout en faisant la promotion de la santé sexuelle, de la planification familiale, du dépistage et de la prévention des IST et du VIH.

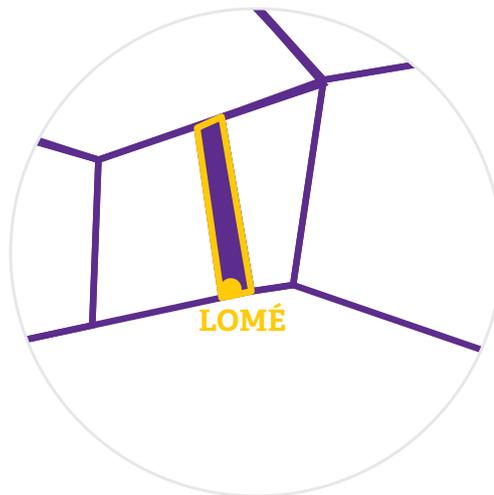
Appui à la prise en charge globale des PVVIH dans une banlieue est de Lomé

Action Santé pour Tous est la seule association de lutte contre le VIH présente dans la localité de Baguida. L'association travaille pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes infectées et affectées par le VIH et un meilleur accès aux traitements.

Action Santé pour Tous offre une prise en charge globale aux personnes vivant avec le VIH : consultations médicales, soins infirmiers, séances d'écoute-conseil et accompagnement psychologique, groupes de paroles, clubs d'observance thérapeutique, repas communautaires, visites à domicile, etc. L'ensemble de ces activités permet d'améliorer les conditions d'existence des bénéficiaires mais aussi de leur entourage.

Afin de compléter sa démarche, Action Santé pour Tous travaille une approche inclusive en intégrant de nombreuses personnes vivant avec le VIH dans la mise en œuvre des activités de soutien psychologique. En effet, le dialogue et le soutien entre pairs peut faciliter l'acceptation et la prise en charge de la maladie.

L'association travaille en liens étroits avec le Centre Médical de Baguida pour permettre un meilleur suivi médical des bénéficiaires. Action Santé pour Tous axe une grande partie de son travail sur l'acceptation de la maladie afin de limiter le nombre de personnes abandonnant leur traitement, mais aussi afin de restreindre les préjugés.



LOMÉ



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

1 174

PERSONNES DÉPISTÉES

928

MONTANT DU FINANCEMENT

14 415 €

PUBLIC

- ▶ Tout public
- ▶ PVVIH
- ▶ OEV

ACTIVITÉS

- ▶ Prévention
- ▶ Dépistage
- ▶ Prise en charge médicale et psychosociale



EN TUNISIE



Indicateurs

11

Population (en millions)

76 ans

Espérance de vie

39%

Population - 25 ans



Épidémiologie

0,1%

Prévalence

28%

Taux de couverture antirétroviraux

500

Nouvelles infections

Six ans après la Révolution du Printemps Arabe, la Tunisie est toujours en proie à l'instabilité politique. Si dans un 1^{er} temps cette révolution, animée par un esprit de liberté, a pu mettre un terme à l'ancien régime autoritaire, elle s'est ensuite ternie par la succession de gouvernements et la montée des extrémismes religieux mettant à mal la démocratie et les droits de l'Homme. Depuis 2011, les gouvernements successifs ne parviennent pas à définir une réelle politique nationale et ce en particulier dans le domaine de la santé publique et de la lutte contre les pandémies. Même si le taux de séroprévalence de la population générale est faible (0,1%), le risque de contamination reste considérable, en particulier au sein des populations vulnérables telles que les HSH (14% de prévalence), les travailleur.se.s du sexe (TS) et leurs partenaires (4,5%) et les UDI (4,5% de prévalence). Force est d'ailleurs de constater que le nombre d'usagers de drogues n'a cessé d'augmenter ces dernières années en Tunisie quand dans le même temps les politiques publiques sociales et sanitaires à leur endroit sont faibles voire inexistantes. Ce sont les acteurs communautaires qui pallient à ces carences et tentent de limiter les nombreux risques de contamination au VIH et aux hépatites au sein de cette population.

Quant au contexte juridique, il ne facilite pas l'accès aux soins pour les UDI. Ceci est d'autant plus vrai pour les femmes usagères de drogues, également travailleuses du sexe dans la majorité des cas, qui sont mises au ban de la société et victimes d'une stigmatisation sociale et d'une répression très rude.



AVEC ATL-TUNIS

Créée en 1990, l'Association Tunisienne de Lutte contre les IST et le sida (ATL) est la première association de lutte contre le sida en Tunisie. Pionnière dans le domaine de la prévention auprès de la population générale, l'association s'implique également auprès des populations à haut risque et dans la promotion de la Réduction des Risques (RDR) vis-à-vis des UDI.

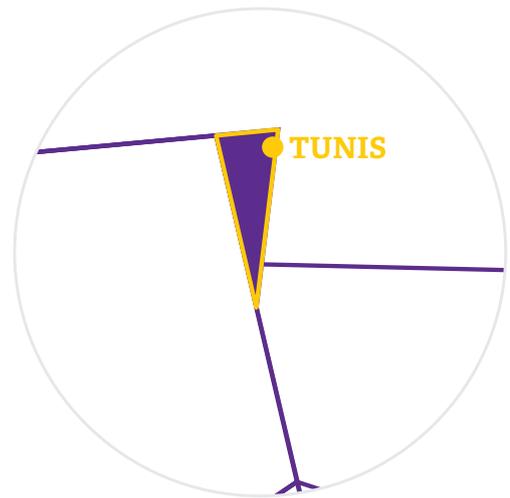
La mission de l'ATL est de contribuer à la riposte du VIH en Tunisie et à la réduction de l'impact de la maladie à tous les niveaux, participant ainsi activement aux efforts de la société civile pour lutter contre cette épidémie.

En réponse à la situation alarmante que connaissent les UDI en Tunisie, l'ATL a lancé un vaste programme de réduction des risques, à travers notamment la distribution et l'échange de seringues stériles, et le dépistage du VIH et du VHC tout en développant un programme de resocialisation et d'insertion des bénéficiaires par le biais de diverses activités (sport, atelier cuisine, utilisation des TIC...).

Prise en charge médicale et psychosociale auprès des populations clés

Le partage fréquent du matériel d'injection entre les usagers de drogues conduit à une augmentation importante des contaminations au VIH et au VHC, notamment dans les zones urbaines telles que Tunis. Les femmes UDI, estimées à plus de 1 600, constituent un public particulièrement vulnérable face à ces risques puisqu'à la consommation de drogues s'ajoute très souvent le travail prostitutionnel, dans un contexte d'abandon social généralisé.

ATL a ouvert le centre « les Jasmins », projet innovant où les femmes UDI sont prises en charge, accompagnées, et aidées dans leur projet de reconstruction. Répondant à leurs besoins spécifiques tout en œuvrant à une réduction de la transmission du VIH et des IST, ce centre d'accueil leur offre les services urgents et nécessaires, tant sanitaires que sociaux. C'est ainsi que tout au long de l'année des consultations de prévention, de soins infirmiers, d'activités culturelles de réinsertion ou encore d'activités génératrices de revenus leur sont proposées dans un climat de bienveillance, de confiance et d'empowerment. En parallèle, dans le cadre de ce projet, l'association mène des actions de plaidoyer auprès des forces de police, des riverains et des acteurs publics pour limiter les discriminations dont ces femmes font l'objet et défendre leurs droits humains.



NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

334

PERSONNES DÉPISTÉES

413

MONTANT DU FINANCEMENT

26 000 €

PUBLIC

- ▶ Usagers de drogue
- ▶ Femmes vulnérables

ACTIVITÉS

- ▶ Prévention
- ▶ Dépistage VIH et VHC
- ▶ Accès au traitement ARV

Les temps forts 2016

« À Solidarité Sida, nous sommes convaincus que les plaisirs du cœur et de l'esprit sont les moteurs de l'engagement. Le plaisir d'être utile, le plaisir d'être ensemble et que sans plaisir, il n'y a pas d'engagement qui dure. »

Luc Barruer, Directeur-Fondateur
de Solidarité Sida

Solidays



On dit tant de choses sur les jeunes, pourtant, chaque année, ils sont au rendez-vous. Les 24, 25 et 26 juin 2016, ils étaient 202 786 à venir partager un week-end de musique exceptionnel, festif et solidaire. En 18 ans, Solidays est ainsi devenu LE rendez-vous de référence d'une jeunesse engagée. Tous les ans, ils sont de plus en plus nombreux à fouler la pelouse de Longchamp, en quête de découvertes et d'émotions.

Le festival Solidays est né de cette intuition que la jeunesse avait un rôle à jouer pour l'intérêt général. Pourvu qu'on les écoute, pourvu qu'on les entende et pourvu qu'on leur donne la chance de participer et d'agir. L'idée a donc germé de créer un festival de musique. Mais pas n'importe quel festival. Un festival d'utilité publique.

Nous n'avons jamais eu autant besoin de nous unir et de retrouver du sens. Solidays s'est construit et développé autour d'une façon originale et ludique d'éveiller les consciences et de faire partager les grands enjeux de société.

Prendre part à Solidays est une expérience unique en son genre :

- ▶ C'est **poser un regard fraternel sur le monde** grâce aux photoreportages d'Anne-A-R ou de Reza
- ▶ C'est **assister à des conférences inspirantes** pour comprendre les défis d'aujourd'hui et de demain.
- ▶ C'est **aller à la rencontre de militants du monde entier** pour partager leur combat quotidien contre le VIH.
- ▶ C'est **découvrir plus de 100 associations engagées et innovantes** à travers des animations ludiques et originales, et peut-être demain passer à l'action avec elles.

Plus de 2 200 000 de festivaliers se sont ainsi rassemblés depuis la création du festival, dans un esprit festif et militant. Solidays est un terrain d'engagement pour une jeunesse toujours prête à s'impliquer.



Sensibiliser

Solidays s'emploie à nourrir les esprits et éveiller les consciences

Partager

Solidays est un creuset d'émotions et d'échanges

Agir

Solidays offre à la jeunesse un terrain d'engagement

UNE FRÉQUENTATION
RECORD AVEC
202 786
FESTIVALIERS

UN PROGRAMME
DE CONFÉRENCES
EXCEPTIONNEL AUTOUR
DE MATTHIEU RICARD,
CHRISTIANE TAUBIRA,
CYRIL DION, MARK DYBUL
(DG DU FONDS MONDIAL)
ET BIEN D'AUTRES

Solidays en images



Le Gala Solidarité Sida Afrique

Lundi 28 novembre, Solidarité Sida a orchestré une soirée aussi généreuse que festive dans l'écrin magique du Cirque d'Hiver. Placée sous le signe de la solidarité Nord-Sud, la 8^{ème} édition du Gala Solidarité Sida Afrique a tenu toutes ses promesses.

Ce soir-là, 20 artistes solidaires ont offert un show exceptionnel avec des performances inédites et de belles acrobaties

musicales Amadou & Mariam, Angélique Kidjo, China Moses, Cyril Atef & son band, David Donatien, Fédé, Izia, Jeanne Added, Julien Doré, LEJ, MC Solaar, Naïve New Beaters, Sébastien Folin, Vianney et Yaël Naim. Parrains, partenaires et amis fidèles de l'association étaient également là, avec à leurs côtés, 350 donateurs et une vingtaine d'entreprises qui se sont mobilisés. Grâce à cette initiative et au soutien de plusieurs collectivités locales, près de 700 000€ ont été réunis pour soutenir des projets d'aides aux malades en Afrique.



Alerter

Le Gala Solidarité Sida Afrique s'emploie à sensibiliser les esprits et éveiller les consciences sur la pandémie du VIH en Afrique

Vibrer

Le Gala Solidarité Sida Afrique est un incroyable moment de magie philanthropique

Fédérer

Le Gala Solidarité Sida Afrique invite les entreprises et collectivités solidaires à s'engager



Rapport Financier

« L'ensemble des contributions s'élève en 2016 à 667 K€. Ces contributions ainsi que la mobilisation de fonds propres ont permis au Fonds Solidarité Sida Afrique de consacrer 668 K€ au financement de programmes de lutte contre le sida, soit 22% de plus qu'en 2015. »

Dominique Coudreau, Trésorier du Fonds Solidarité Sida Afrique

Le mot du trésorier

Créé en 2006, le Fonds Solidarité Sida Afrique s'attache à réunir des contributions financières publiques et privées destinées à soutenir des projets d'aide aux malades et de prévention jeunes sur le continent africain.

Le Fonds Solidarité Sida Afrique a bénéficié cette année encore du soutien de nombreux partenaires : collectivités locales, grandes entreprises françaises et donateurs particuliers.

Nous remercions chaleureusement ces partenaires, historiques ou nouveaux, qui ont apporté leur soutien aux programmes de lutte contre le SIDA menés par les associations que nous accompagnons.

Leur contribution, ainsi que la mobilisation de fonds propres, a permis au Fonds Solidarité Sida Afrique de consacrer 668 K€ au financement de programmes de lutte contre le sida, soit 22% de plus qu'en 2015.

Cette hausse s'explique en particulier par le lancement d'un nouveau programme sur la zone Maghreb-Moyen Orient, le programme MENA, qui vise le renforcement des capacités de trois nouvelles associations au Maroc, en Tunisie et au Liban.

De même, un nouveau cycle triennal du programme « Autonomisation » a débuté cette année en incluant deux nouveaux partenaires au Sénégal et au Cameroun.

Ainsi, en 2016, le Fonds Solidarité Sida Afrique a soutenu 29 programmes portés par des associations partenaires dans 13 pays.

Le Trésorier, Dominique Coudreau

43

Contrôle et transparence : une exigence indispensable

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2016 ont fait l'objet d'une certification par le Cabinet PricewaterhouseCoopers, commissaire aux comptes. La certification atteste que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Fonds Solidarité Sida Afrique à la fin de l'exercice. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ▶ Continuité de l'exploitation,
- ▶ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ▶ Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, édités par le plan comptable général 1999, ainsi que par le plan comptable de la vie associative et le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014.

Compte rendu financier



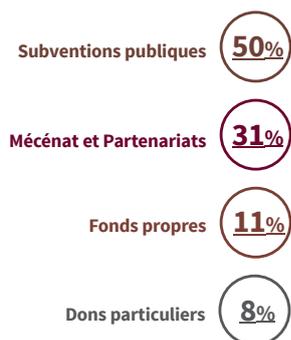
RESSOURCES

Subventions publiques	375 375
Mécénats et partenariats	233 049
Dons particuliers	58 689
Fonds propres	86 186
TOTAL RESSOURCES	753 299

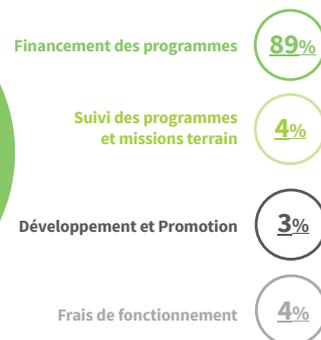
EMPLOIS

Soutien aux programmes d'accès aux soins et aux traitements	702 274
Financements de programmes	668 385
Suivi des programmes et missions de terrain	33 889
Développement et promotion du Fonds	23 511
Frais de fonctionnement	27 514
TOTAL EMPLOIS	753 299

Répartition des ressources



Répartition des emplois



Le compte de résultat

Le résultat de l'exercice clos le 31 Décembre 2016 est créditeur de 86 186€.

FONDS SOLIDARITE SIDA AFRIQUE

Compte de résultat 2016 - Période du 1er janvier au 31 décembre (en euros)

Charges	Exercice 2016	Exercice 2015	Produits	Exercice 2016	Exercice 2015
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		
Achats de marchandises					
Variations de stocks					
Consommation en provenance des tiers	83 248	89 953			
Achats non stockés	-	349			
Achats services extérieurs	83 248	89 604	Autres produits	291 664	320 145
			Dons et Cotisations	291 664	320 145
			Partenariat		
Impôts, taxes et versement assimilés					
Charges de personnel			Subventions	297 000	316 000
Salaires			Subventions régions	42 000	191 000
Charges sociales			Subventions municipalités	255 000	125 000
Dotation aux amortissements et provisions			Reprise de fonds dédiés	78 375	64 349
Autres charges	668 385	576 591	Produits financiers	74	3
Programmes d'Aide aux Malades	555 865	498 216	Produits exceptionnels		
Engagements à réaliser sur projets associatifs	112 520	78 375			
Charges financières	-	14			
Charges exceptionnelles	1 666	-			
Solde créditeur		33 940	Solde débiteur	86 186	
TOTAL GENERAL en Euros	753 299	700 497	TOTAL GENERAL en Euros	753 299	700 497

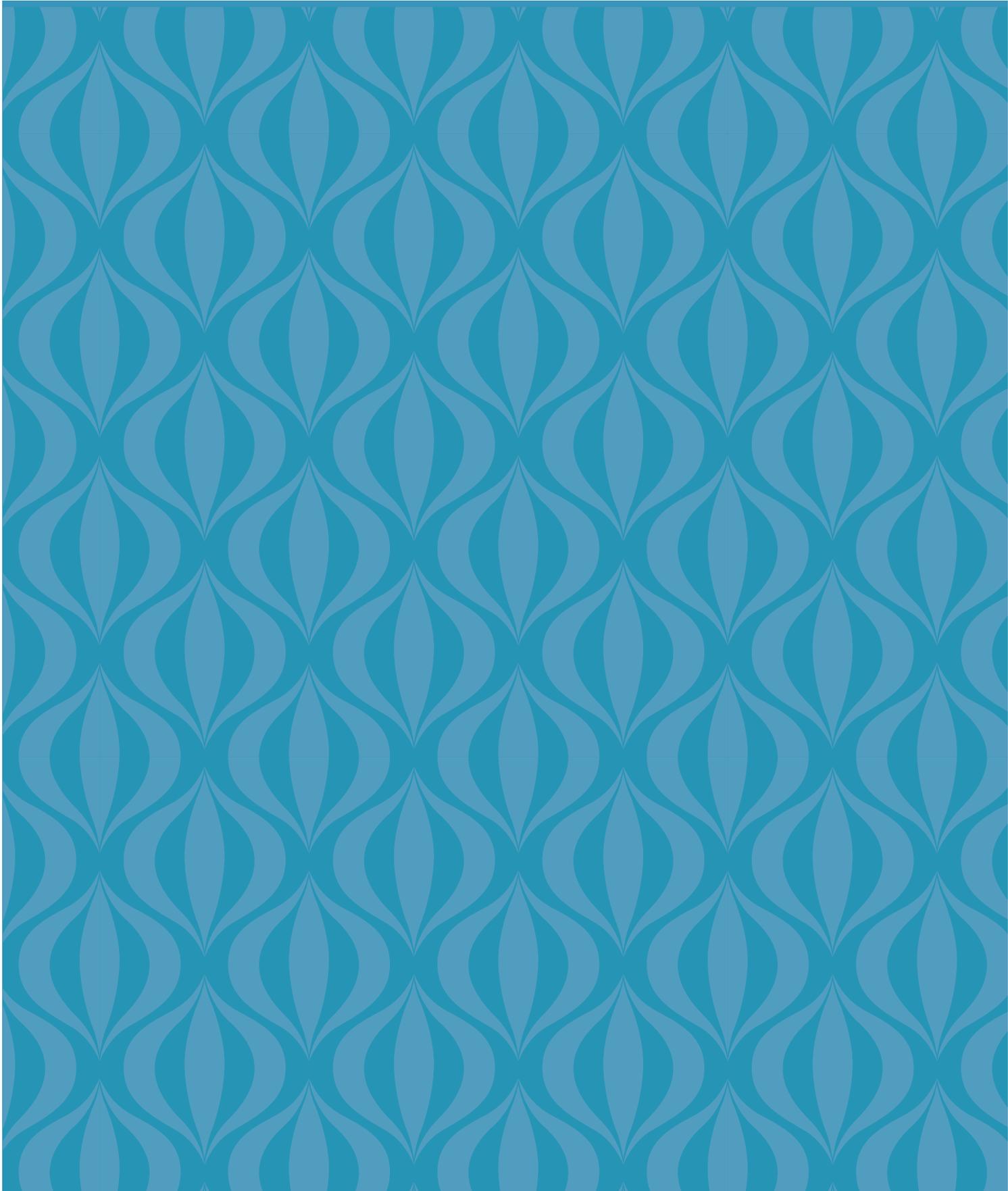
45

Le Bilan

Actif	Exercice 2016	Exercice 2015	Passif	Exercice 2016	Exercice 2015
Immobilisation			Fonds associatifs et réserves		
Immobilisations incorporelles			Autres réserves		
Immobilisations corporelles			Projets associatifs		
Immobilisations financières			Report à Nouveau	105 053	71 114
Stocks			Résultat de l'exercice	-86 186	33 940
Stocks de marchandises			Fonds Propres	18 867	105 053
Créances	305 955	370 243	Provision pour risque		
Clients et Comptes rattachés	-	58 500	Fonds dédiés	112 520	78 375
Autres créances	305 955	311 743	Emprunts & Dettes aup d'étb financiers		
Valeurs mobilières de placement	-	-	Autres Dettes financières diverses		
Sicav			Dettes fournisseurs	49 804	63 333
Disponibilités	415 470	194 776	Fournisseurs	49 804	63 333
Banque	414 267	192 095	Factures non parvenues		
Caisse	1 202	2 681	Dettes fiscales et sociales		
Charges constatées d'avance			Fonds engagés à verser	540 233	318 258
			Fonds engagés à verser	540 233	318 258
			Autres dettes		
			Produits constatés d'avance		
TOTAL GENERAL	721 424	565 019	TOTAL GENERAL	721 424	565 019







CONTACT

Stéphane Lopez slopez@solidarite-sida.org

Florent Maréchal fmarechal@solidarite-sida.org

Crédits photos : Laurent Attias

www.solidarite-sida.org

Suivez-nos actions sur les réseaux sociaux



Facebook - Twitter - Instagram